

L'an deux mille quinze et le douze octobre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 12 OCTOBRE 2015

Date de convocation : 6 octobre 2015

Affiché le : 14 octobre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 47

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : pouvoir Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : absent excusé Lafare : pouvoir La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE - Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : pouvoir Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO a donné pouvoir à Guy REY - Yvette GUIOU a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU - Julien AUBERT a donné pouvoir à Anne-Marie BARDET - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Louis BONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE - Jean-Alain MAZAS a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jean-Paul ANRES a donné pouvoir à Sabine SOL - Pauline DREANO a donné pouvoir à Caroline BALAS - Guy GIRARD a donné pouvoir à François ILLE - Luc REYNARD a donné pouvoir à Jean-Marie GRAVIER.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Eric UGHETTO - Nathalie REYNARD (pouvoir à Luc REYNARD devenu caduc).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine TRAMIER

Délibération n°160-15

Direction Générale des Services Techniques - Service des Transports - Aéroport

Objet : Convention partenariale entre la CoVe et la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de la plateforme

Conseil de Communauté de la CoVe du 12 octobre 2015

Délibération n°160-15

Direction Générale des Services Techniques - Service des Transports - Aérodrome

Objet : Convention partenariale entre la CoVe et la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de la plateforme

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence Gestion, entretien et développement de l'aérodrome Ventoux Edgar Soumille,

Vu la convention conclue par la CoVe et le ministère de l'équipement et des transports en application de l'article L.221-1 du code de l'aviation civile en date du 21 juin 2000,

Vu l'article L.6321-3 du code des transports correspondant à la nouvelle législation abrogeant l'article L.221-1 régissant les conventions entre l'État et les collectivités territoriales ou leurs Établissements Publics de Coopération Intercommunale ayant en charge la gestion de ces aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, pour l'aménagement, l'entretien et la gestion des plateformes aéronautiques,

Vu le projet de convention partenariale proposée à la CoVe par la Direction Générale de l'Aviation Civile,

Considérant la présente convention qui a pour objet, dans les conditions prévues à l'article L. 6321-3 du code des transports, de fixer les conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome de Carpentras entre la CoVe gestionnaire de cet équipement et les services de l'État,

Vu l'avis favorable de la commission Transports du 18 mai 2015,

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique: D'AUTORISER le Président à signer la convention de partenariat entre l'État et la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de la plateforme aéronautique Ventoux-Edgar Soumille, annexée à la présente délibération.

Transmis en Préfecture le : **14 OCT. 2015**

Publication par affichage le : **14 OCT. 2015**

Exécutoire le : **14 OCT. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Pour le Président et par délégation

Le Directeur général des services

 **Laurent MARTEAU**



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

CONVENTION

***CONCLUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE
L.6321-3 DU CODE DES TRANSPORTS***

AÉRODROME DE CARPENTRAS

TITRE I - DISPOSITIONS INITIALES ET GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1 – Objet.....	5
ARTICLE 2 – Situation de l'aérodrome	5
ARTICLE 3 – Biens constituant l'équipement de l'aérodrome	5
ARTICLE 4 – Contrats ou engagements conclus avec des tiers antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention	5
TITRE II - ATTRIBUTIONS DU BENEFICIAIRE.....	6
ARTICLE 1 – Attributions générales	6
ARTICLE 2 – Exploitation de l'aérodrome	6
ARTICLE 3 – Exploitation des aires aéronautiques	6
ARTICLE 4 – Balisage des obstacles	6
ARTICLE 5 – Mise en conformité aux servitudes	7
ARTICLE 6 – Consignes d'exploitation et horaires de fonctionnement	7
ARTICLE 7 – Police de l'exploitation	7
ARTICLE 8 – Information des services de l'État sur les perturbations d'exploitation.....	7
ARTICLE 9 – Renseignements liés à l'exploitation de l'aérodrome	7
ARTICLE 10 – Assurances.....	8
TITRE III - EXERCICE DES MISSIONS DE L'ÉTAT	8
ARTICLE 1 – Surveillance.....	8
ARTICLE 2 – Service du contrôle de la circulation aérienne.....	8
ARTICLE 3 – Assistance météorologique.....	9
ARTICLE 4 – Installations et aménagements nécessaires aux services chargés de la police et de la sécurité	10
TITRE IV - PLANIFICATION, OPÉRATIONS D'ÉQUIPEMENT ET TRAVAUX D'ENTRETIEN.....	10
ARTICLE 1 – Planification	10
ARTICLE 2 – Modifications de l'environnement d'exploitation de l'aérodrome et réalisation des travaux	11
ARTICLE 3 – Sujétions diverses.....	11
TITRE V - DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....	11
ARTICLE 1 – Produits	11
ARTICLE 2 – Tâches prévues aux articles L. 6332-3 et L. 6341-2 du code des transports.	11
ARTICLE 3 – Renonciation à réclamations	13
TITRE VI - PRISE D'EFFET ET RÉVISION DE LA CONVENTION	13
ARTICLE 1 – Entrée en vigueur	13
ARTICLE 2 – Échéance de la convention	13

ARTICLE 3 – Fermeture de l’aérodrome à l’initiative du bénéficiaire	13
ARTICLE 4 – Fermeture de l’aérodrome à l’initiative de l’État	13
ARTICLE 5 – Révision	13
ARTICLE 6 – Impression et diffusion.....	14

ANNEXES

ANNEXE I	– Liste des protocoles.....	14
ANNEXE II	- Situation foncière.....	15
ANNEXE III	- Situation administrative.....	16
ANNEXE IV	- Biens appartenant au bénéficiaire ou mis à la disposition du bénéficiaire.....	17
ANNEXE V	- Biens appartenant à l’État.....	18
ANNEXE VI	- Biens appartenant à d’autres propriétaires.....	19
ANNEXE VII	- Installations et aménagements mis à la disposition des services de l’État.....	20
ANNEXE VIII	- Contrats et engagements conclus antérieurement à l’entrée en vigueur de la convention ...	21

Entre

le ministre chargé de l'aviation civile,

d'une part,

et

la COVE : Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, représenté par président,

dénommé ci-après « le bénéficiaire »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

TITRE I - DISPOSITIONS INITIALES ET GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet, dans les conditions prévues à l'article L. 6321-3 du code des transports, de fixer les conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome de Carpentras ci-après dénommé l'aérodrome.

La présente convention est particulière au bénéficiaire, qui ne peut la transmettre sous quelque forme que ce soit à un tiers.

Des protocoles conclus entre les services de l'État et le bénéficiaire précisent le cas échéant les termes de la présente convention. La liste de ces protocoles figure dans l'annexe I à la présente convention. Cette annexe fait l'objet d'une mise à jour en tant que de besoin, par procès-verbal signé entre le bénéficiaire et la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-est.

ARTICLE 2 – Situation de l'aérodrome

La situation foncière de l'aérodrome est définie dans l'annexe II et le plan cadastral joint à la présente convention.

La situation administrative de l'aérodrome est décrite dans l'annexe III à la présente convention.

Tout changement significatif dans les éléments figurant dans les annexes II et III fait l'objet d'un procès-verbal signé entre le bénéficiaire et la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-est destiné à mettre à jour l'annexe correspondante.

ARTICLE 3 – Biens constituant l'équipement de l'aérodrome

L'emprise de l'aérodrome et les constructions et équipements qu'elle supporte font l'objet des annexes suivantes et du plan visé à l'article 2 :

Annexe IV : Biens appartenant au bénéficiaire ou mis à disposition du bénéficiaire;

Annexe V : Biens appartenant à l'État ;

Annexe VI : Biens appartenant à d'autres propriétaires.

Annexe VII : Descriptions des installations et aménagements mis à la disposition des services de l'État

Toute évolution des éléments figurant dans les annexes IV à VII, fait l'objet d'un procès-verbal signé entre le bénéficiaire et la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-est destiné à mettre à jour l'annexe correspondante.

ARTICLE 4 – Contrats ou engagements conclus avec des tiers antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention

La liste des contrats et engagements conclus avec des tiers antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention est décrite dans l'annexe VIII à la présente convention. Le bénéficiaire reconnaît avoir en sa possession un exemplaire de chacun de ces documents.

TITRE II - ATTRIBUTIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 1 – Attributions générales

Le bénéficiaire est compétent pour l'ensemble des fonctions relatives à l'aménagement, l'entretien et la gestion de l'aérodrome, sous réserve des attributions générales de l'État et de Météo-France et de certaines tâches en découlant sur l'aérodrome qui sont précisées par la présente convention ou les protocoles mentionnés à l'article 1er.

Les attributions du bénéficiaire sont exercées dans le respect de l'ensemble des dispositions techniques applicables, prévues notamment par le code de l'aviation civile.

ARTICLE 2 – Exploitation de l'aérodrome

Le bénéficiaire peut confier à un tiers l'exploitation de l'aérodrome.

L'acte par lequel le bénéficiaire confie l'exploitation de l'aérodrome à un tiers exploitant prend en compte l'ensemble des obligations susceptibles de peser sur ledit tiers du fait de la présente convention.

Au cas où l'exploitant de l'aérodrome souhaiterait mettre en place un organisme prestataire de service de la navigation aérienne, ce dernier devra être certifié dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – Exploitation des aires aéronautiques

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, exécute et finance notamment les tâches suivantes :

- a) l'aménagement et l'entretien des aires de mouvement, ainsi que l'affectation des postes de stationnement pour les aéronefs et des zones pour le stockage de matériels ;
- b) l'achat, l'installation et l'entretien du balisage lumineux, des indicateurs visuels de pente d'approche éventuels, des barres d'arrêt éventuelles et des panneaux d'indication, d'interdiction et d'obligation conformément à la réglementation en vigueur;
- c) la fourniture de l'énergie électrique normale et secourue aux aides visuelles ci-dessus énumérées.
- d) l'établissement de la documentation relative aux tâches, responsabilités et procédures nécessaires pour assurer en toute sécurité l'exploitation des aires de mouvement en coordination avec les prestataires de services de la navigation aérienne.

Les protocoles prévus à l'article 1er peuvent toutefois prévoir des modalités particulières d'exécution des tâches énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4 – Balisage des obstacles

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, exécute et finance, sauf dispositions contraires des protocoles prévus à l'article 1^{er}, le balisage de jour et de nuit des ouvrages, installations et matériels de l'aérodrome pour satisfaire aux conditions réglementaires de sécurité de la navigation aérienne et d'exploitation de l'aérodrome.

Cette obligation s'étend aux installations extérieures à l'aérodrome lorsque leur balisage est rendu indispensable pour l'exploitation de l'aérodrome.

ARTICLE 5 – Mise en conformité aux servitudes

Incombent au bénéficiaire ou, le cas échéant, au tiers exploitant :

- a) les frais et les indemnités qui pourraient résulter de l'établissement des servitudes instituées dans l'intérêt de la navigation aérienne au titre de l'aérodrome.
- b) La communication, dans les meilleurs délais, aux services de l'État, de toute information dont le bénéficiaire a connaissance, relative aux infractions à la réglementation sur les servitudes aéronautiques et radioélectriques.

ARTICLE 6 – Consignes d'exploitation et horaires de fonctionnement

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, établit les consignes d'exploitation, notamment celles destinées à préserver l'intégrité des aires de mouvement et définit les horaires de fonctionnement des différents services de l'aérodrome relevant de ses attributions en coordination avec les prestataires de services de navigation aérienne lorsqu'ils sont présents sur l'aérodrome. Ces éléments sont communiqués à l'autorité administrative.

Sous réserve des attributions du titulaire du pouvoir de police visé à l'article L. 6332-2 du code des transports, ces consignes précisent les conditions dans lesquelles les usagers sont admis à utiliser les installations de l'aérodrome.

Les consignes d'exploitation et les horaires de fonctionnement des différents services de l'aérodrome sont portés à la connaissance des usagers et du public, par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7 – Police de l'exploitation

A la demande et dans des conditions fixées par le titulaire du pouvoir de police visé à l'article L. 6332-2 du code des transports, le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, prête le concours de ses agents pour veiller au respect, dans l'emprise de l'aérodrome, des dispositions du code de la route et de celles de l'arrêté pris en application de l'article R. 213-3 du code de l'aviation civile.

ARTICLE 8 – Information des services de l'État sur les perturbations d'exploitation

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, informe sans délai la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-est et le prestataire de service du contrôle de la circulation aérienne de tout danger ou inconvénient grave, dont il a connaissance, de nature à entraver la poursuite de l'exploitation de l'aérodrome.

ARTICLE 9 – Renseignements liés à l'exploitation de l'aérodrome

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant fournit à titre d'information à l'autorité administrative, dans les formes et aux époques fixées par le ministre chargé de l'aviation civile, des états relatifs à l'organisation de l'aérodrome, ainsi que des états d'ordre statistique relatifs aux données de trafic et aux données financières concernant l'aérodrome.

L'autorité administrative communique au bénéficiaire ou, à sa demande, au tiers exploitant, les statistiques recueillies par les services locaux de l'aviation civile, utiles à l'exploitation de l'aérodrome.

ARTICLE 10 – Assurances

Le bénéficiaire et, le cas échéant, le tiers exploitant, se garantissent contre les risques qu'ils encourent en responsabilité civile du fait de l'aménagement et de l'exploitation de l'aérodrome.

TITRE III - EXERCICE DES MISSIONS DE L'ÉTAT

ARTICLE 1 – Surveillance

Dans le cadre de ses prérogatives relatives notamment à la sécurité et à la sûreté, l'État peut diligenter, lorsqu'il l'estime nécessaire, une inspection de l'aérodrome. Dans ce cas, le bénéficiaire et, le cas échéant, le tiers exploitant, prêtent leur concours et fournissent tout document nécessaire.

ARTICLE 2 – Service du contrôle de la circulation aérienne

(article sans objet pour les aérodromes ne disposant pas de service de contrôle)

- 16-1 Sur un aérodrome contrôlé, le service de contrôle de la circulation aérienne est rendu par l'Etat selon les modalités et avec les moyens qu'il juge appropriés, aux horaires qu'il établit après coordination avec le bénéficiaire.
- 16-2 L'État exécute en tant que prestataire désigné pour fournir les services de contrôle aérien, les tâches suivantes :
- a) l'achat, l'installation et l'entretien des équipements nécessaires à la fourniture des services du contrôle de la circulation aérienne relatifs à l'aérodrome, y compris le dispositif de commande du balisage lumineux ;
 - b) l'achat, l'installation et l'entretien des aides radioélectriques à l'atterrissage ;
- 16-3 A la demande de l'État, le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, assure la fourniture de l'énergie électrique normale et secourue aux équipements nécessaires aux services du contrôle de la circulation aérienne et aux aides radioélectriques à l'atterrissage, sauf dispositions particulières des protocoles prévus à l'article 1^{er}.
- 16-4 Lorsque l'aérodrome entre dans le champ de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne :
- a) l'État finance les tâches figurant aux paragraphes 16-2 a) et 16-3 ;
 - b) il finance celles figurant au 16-2b) lorsqu'il les juge nécessaires ; dans le cas contraire un protocole est conclu entre l'État et le bénéficiaire.
- 16.5 Lorsque l'aérodrome n'entre pas dans le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, le bénéficiaire, ou le tiers exploitant, finance le service de contrôle de la circulation aérienne, y compris les équipements et aides radioélectriques à l'atterrissage prescrits par l'État, leur maintien en conditions opérationnelles et leur renouvellement, sauf dispositions particulières des protocoles prévus à l'article 1^{er}.
- 16-6 Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, met gratuitement à la disposition de l'État, les terrains nécessaires aux besoins des services de la circulation aérienne, et réalise et entretient, si nécessaire, les voies d'accès et les réseaux associés à ses installations.
- 16-7 Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, prend à sa charge tous les frais induits par les éventuelles modifications ou déplacements des bâtiments, installations et équipements des services de la circulation aérienne qui seraient rendus nécessaires du fait du bénéficiaire ou, le cas échéant, du tiers exploitant, notamment en matière de respect des servitudes ou des exigences d'exploitation des services de la circulation aérienne.
- 16-8 La description des installations mises à disposition de l'État pour l'exécution du service de contrôle de la circulation aérienne figure dans l'annexe VII.

ARTICLE 3 – Assistance météorologique

(article sans objet pour les aérodromes ne disposant ni de service de contrôle ni de service AFIS)

- 17-1 L'État définit le niveau de service d'assistance météorologique à la navigation aérienne requis sur l'aérodrome, en fonction du type et des horaires d'exploitation, et, le cas échéant, des besoins du service de contrôle de circulation aérienne qu'il rend.
- 17-2 Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, s'assure que le service météorologique est rendu au moins au niveau requis par l'État, et conclut à cette fin un protocole ou une convention avec Météo-France. Ce protocole ou cette convention définit notamment le niveau de service agréé, les prestations entre le bénéficiaire ou le tiers exploitant et Météo-France, et les modalités de leur financement.
- 17-3 Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, met gratuitement à la disposition de Météo-France les terrains, locaux techniques et aménagements nécessaires à l'assistance météorologique à la navigation aérienne relative à l'aérodrome et à l'implantation des équipements nécessaires. Il entretient si besoin les voies d'accès et les réseaux associés à ces équipements.
- 17-4 Météo-France, en tant que prestataire désigné par l'État pour fournir le service d'assistance météorologique à la navigation aérienne, installe ou fait installer les équipements nécessaires au service météorologique à rendre, et fournit le service d'assistance météorologique au niveau agréé avec le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant.
- 17-5 A la demande de Météo-France, le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, assure :
- le raccordement des équipements nécessaires aux services d'assistance météorologique aux réseaux internes de l'aérodrome, leur interconnexion avec ses propres systèmes et, le cas échéant, avec ceux du service de contrôle de la circulation aérienne ;
 - la fourniture de l'énergie électrique normale et secourue à ces équipements.
- Si le service d'assistance météorologique rendu inclut des messages d'observation météorologique consultables à distance (METAR), le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant communique à Météo-France les informations dont il dispose sur l'état des pistes.
- 17-6 Lorsque l'aérodrome entre dans le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, l'État finance :
- le service d'assistance météorologique rendu par Météo-France, au niveau requis par l'État, y compris les équipements prescrits par Météo-France, leur maintien en conditions opérationnelles et leur renouvellement, à l'exclusion des surcoûts qui résulteraient du choix du bénéficiaire ou, le cas échéant, du tiers exploitant d'un niveau de service supérieur à celui requis par l'État ;
 - l'ensemble des tâches visées aux paragraphes 17-4 et 17-5 ci-dessus, à l'exception de celles pour lesquelles la gratuité est expressément prévue, à concurrence des coûts supportés par le bénéficiaire ou, le cas échéant, par le tiers exploitant.
- 17-7 Lorsque l'aérodrome n'entre pas dans le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant finance le service d'assistance météorologique rendu par Météo-France, y compris les équipements prescrits par Météo-France, leur maintien en conditions opérationnelles et leur renouvellement ainsi que l'ensemble des tâches visées aux

paragraphes 17-4 et 17-5 sauf dispositions particulières des protocoles prévus à l'article 1^{er}, lorsque l'aérodrome est contrôlé par l'État.

17-8 Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, tient Météo-France informé de toute disposition prise sur l'aérodrome pouvant affecter la fiabilité des observations météorologiques. Il prend à sa charge tous les frais induits par les éventuelles modifications d'installation des équipements météorologiques qui seraient rendues nécessaires du fait du bénéficiaire ou, le cas échéant, du tiers exploitant, notamment en matière de respect des servitudes météorologiques intéressant la sécurité de la navigation aérienne.

17-9 La description des installations mises à la disposition de Météo-France figure dans l'annexe VII.

ARTICLE 4 – Installations et aménagements nécessaires aux services chargés de la police et de la sécurité

(Pour les aérodromes d'aviation légère et sportive : article pour mémoire)

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, met gratuitement à la disposition des services de l'État chargés de la police et de la sécurité les aménagements strictement nécessaires à l'exercice de leurs missions. Il en assure gratuitement le nettoyage, l'éclairage et le confort climatique.

Sur demande des services concernés, le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, fournit les prestations associées aux locaux occupés telles que celles relatives au gardiennage, à la maintenance, aux fluides et aux équipements téléphoniques. Ces prestations font l'objet d'une rémunération à concurrence des coûts supportés par le bénéficiaire ou le tiers exploitant et définie dans une convention d'application.

La description des installations mises à la disposition de ces services fait l'objet de l'annexe VII.

TITRE IV - PLANIFICATION, OPÉRATIONS D'ÉQUIPEMENT ET TRAVAUX D'ENTRETIEN

ARTICLE 1 – Planification

Le bénéficiaire élabore le plan de développement des infrastructures et le transmet à l'État.

Il est associé à l'élaboration des plans de servitudes et du plan d'exposition au bruit. Il est informé sur les procédures de navigation aérienne intéressant l'aérodrome.

L'État et le bénéficiaire s'informent mutuellement des programmes d'équipement prévus sur l'aérodrome qui relèvent de leurs compétences respectives.

ARTICLE 2 – Modifications de l'environnement d'exploitation de l'aérodrome et réalisation des travaux

Les avant-projets sommaires de travaux ou de fournitures établis par le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, sont communiqués à la direction de la sécurité de l'aviation civile-sud-est lorsqu'ils ont une répercussion sur la sécurité ou la sûreté aéroportuaire. L'autorité administrative dispose du droit, dans un délai de deux mois, de prescrire ou de

recommander, le bénéficiaire entendu, les modifications qu'elle juge nécessaires ou souhaitables pour des motifs qu'elle fait connaître.

Dans le cas où des services de la circulation aérienne sont assurés sur l'aérodrome, le prestataire de service de la circulation aérienne et le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, se coordonnent dans le cas de modifications de l'environnement d'exploitation de l'aérodrome (y compris lorsqu'il y a des travaux) susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité aéroportuaire et /ou pouvant affecter l'exercice de leurs missions respectives.

ARTICLE 3 – Sujétions diverses

Sont à la charge du bénéficiaire ou, le cas échéant, du tiers exploitant, les modifications qui doivent être apportées, du fait des travaux qu'il entreprend, aux ouvrages et installations qui ne lui appartiennent pas, même si ces modifications affectent des ouvrages ou des installations situés hors de l'emprise de l'aérodrome.

Sont à la charge de l'État les modifications qui doivent être apportées, du fait des travaux qu'il entreprend, aux ouvrages et installations qui ne lui appartiennent pas.

TITRE V - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 1 – Produits

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, perçoit les redevances aéroportuaires prévues au code de l'aviation civile, dont il fixe les tarifs conformément audit code. Il reçoit le produit des taxes de toute nature qui lui sont le cas échéant affectées.

ARTICLE 2 – Tâches prévues aux articles L. 6332-3 et L. 6341-2 du code des transports.

Le bénéficiaire ou, le cas échéant, le tiers exploitant, établit, pour les tâches prévues aux articles L. 6332-3 et L. 6341-2 du code des transports, des bilans et des états prévisionnels des recettes et des dépenses de fonctionnement, de personnel et d'immobilisations. Ces éléments sont communiqués à l'autorité administrative dans les formes et aux dates définies par l'arrêté du 30 décembre 2009 relatif aux modalités de déclaration des exploitants d'aérodrome pour l'établissement du tarif passager de la taxe d'aéroport.

En cas de changement d'exploitant, le bénéficiaire prévoit, notamment dans le cadre de la procédure de délégation de service public destinée à sélectionner le nouvel exploitant, de faciliter la continuité du financement des dites tâches et, à cet égard, se réfère aux dispositions évoquées dans le 2 du D de l'annexe I à l'arrêté du 30 décembre 2009.

ARTICLE 3 – Renonciation à réclamations

Dans le cas où des travaux entrepris par l'État dans l'intérêt de l'aérodrome ou des mesures temporaires d'ordre ou de police prescrites par les autorités compétentes entraîneraient une interruption ou une restriction de l'exploitation de l'aérodrome, le bénéficiaire s'engage à ne réclamer à ce titre aucune indemnité à l'État, sous réserve qu'aient été préalablement menées, sauf cas d'urgence, les concertations utiles.

TITRE VI - PRISE D'EFFET ET RÉVISION DE LA CONVENTION

ARTICLE 1 – Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de la signature par le ministre chargé de l'aviation civile.

ARTICLE 2 – Echéance de la convention

La présente convention prend fin de plein droit en cas de fermeture de l'aérodrome.

ARTICLE 3 – Fermeture de l'aérodrome à l'initiative du bénéficiaire

La fermeture de l'aérodrome peut être prononcée à l'initiative du bénéficiaire. Il adresse à cet effet une demande au ministre chargé de l'aviation civile par lettre recommandée avec avis de réception. La fermeture ne peut intervenir, sauf décision particulière dudit ministre, moins de trois ans après la date de réception de cette demande.

En cas de fermeture prononcée à la demande du bénéficiaire, celui-ci supporte seul la charge de tout frais et indemnités dus aux tiers.

ARTICLE 4 – Fermeture de l'aérodrome à l'initiative de l'État

Au cas où la fermeture de l'aérodrome serait prononcée, en application du code de l'aviation civile, à la suite d'un manquement aux obligations faites au bénéficiaire par la présente convention ou ledit code, le bénéficiaire ne peut réclamer aucune indemnité à l'État. Il supporte seul la charge de tout frais et indemnités dus aux tiers.

ARTICLE 5 – Révision

La présente convention peut être révisée à toute époque par voie d'avenant, à l'initiative de l'État ou du bénéficiaire.

ARTICLE 6 – Impression et diffusion

La présente convention est imprimée et diffusée aux frais de l'État. Elle est établie en cinq originaux destinés :

- au bénéficiaire,
- à la direction générale de l'aviation civile (Direction du Transport Aérien)
- à la direction de la sécurité de l'aviation civile sud-est
- au préfet du Vaucluse,
- au préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les protocoles signés en application de la présente convention font l'objet de la même diffusion.

Fait à Paris, le

Le ministre chargé de l'aviation civile

pour la communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin, le président

P.J. : 8 annexes + plans

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE I

LISTE DES PROTOCOLES

Les protocoles prévus à l'article 1^{er} de la convention sont les suivants :

- Protocole d'accord pour la fourniture de données et renseignements aéronautiques entre l'exploitant et le SNA/SSE du 23 juillet 2009 amendé en 2013

Date de mise à jour : .02 – 02 - 2015

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE II

SITUATION FONCIÈRE

Les parcelles numérotées qui forment l'emprise de l'aérodrome sont entourées d'un trait rouge sur le plan annexé à la présente convention.

Ces terrains sont sis sur les communes de Pernes-Les Fontaines (84 210) et de Carpentras (84 200) et représentent une superficie totale de 40 Ha 24 A 64 Ca. L'ensemble des parcelles appartient à la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (selon les relevés de propriété transmis).

Commune	Lieu-dit	Section et n° de parcelle	Superficie (m²)	Observations
Pernes-Les Fontaines	Les Garrigues	ZE 124	198 609	
	Les Garrigues	ZE 97 (ex ZE 128)	12 700	
	Les Garrigues	ZE 122	12 601	
	Les Garrigues	ZE 24	4 200	
	Les Garrigues	ZE 185 (ex ZE 120)	16 800	
	Les Garrigues	ZE 187 (ex ZE 119)	30 354	
Pernes-Les Fontaines	Les Garrigues-ouest	ZD 121	609	
	Les Garrigues-ouest	ZD 123	621	
	Les Garrigues-ouest	ZD 125	157	
	Les Garrigues-ouest	ZD 127	37	
	Les Garrigues-ouest	ZD 129	54	
	Les Garrigues-ouest	ZD 53	29 420	
	Les Garrigues-ouest	ZD 54	5 820	
Pernes-Les Fontaines	Saint-Philippe	ZH 163	2 301	
Carpentras	Saint-Ponchon	AZ 128	88 477	
Carpentras	Saint-Ponchon	AZ 18	4	

Date de mise à jour : .02 – 02 - 2015

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE III

SITUATION ADMINISTRATIVE

L'aérodrome de Carpentras bénéficie

- d'un arrêté ministériel relatif à son ouverture en tant d'aérodrome public du 3 février 1955 ;
- d'un arrêté préfectoral réglementant la circulation des personnes et des véhicules sur l'aérodrome du 11 juillet 1958 ;
- d'un arrêté préfectoral relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome du 28 septembre 1979.
- d'un arrêté de police du 28 septembre 1979 actuellement en vigueur

L'aérodrome de Carpentras est :

- classé en catégorie D en application de l'article D. 222-1 du code de l'aviation civile ;
- ouvert à la circulation aérienne publique par arrêté ministériel du 1^{er} mars 1979.

La communauté d'agglomération Ventoux- Comtat Venaissin exploite l'aérodrome en régie.

L'aérodrome de Carpentras a fait l'objet d' :

- un avant-projet de plan de masse (APPM), plan n° 2972 – Index 7 du 1^{er} mars 1978, modifié le 10 avril 1983, la décision d'approbation n°6430/DO PC2 est du 23 novembre 1983 ;
- un plan de servitude aéronautique (PSA) : n°460 a – Index A1, approuvé le 31 août 1994 ;
- un plan d'exposition au bruit (PEB) : plan n° DRAC/SE DO-TA 21B rendu disponible le 28 juin 1985.

Date de mise à jour : .02 – 02 - 2015

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE IV

BIENS APPARTENANT AU BENEFICIAIRE OU MIS A DISPOSITION DU BENEFICIAIRE

Les biens figurant dans cette annexe sont des terrains, ouvrages, bâtiments, installations, matériels et objets mobiliers réalisés, fournis ou appartenant au bénéficiaire.

Les terrains concernés sont entourés d'un trait rouge sur le plan annexé à la présente convention.

Définition du bien	N° du Plan	Observations
1° Terrains		
<i>L'ensemble des parcelles appartiennent à la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin</i>		
2° Ouvrages et Installations		
- <i>une piste revêtue 1200 m X 20 m</i>		
- <i>une piste revêtue 300 m X 10 m pour planeurs construite en 1991</i>		
- <i>une bande en herbe de 850 m X 80 m</i>		
- <i>deux voies de circulations revêtus</i>		
- <i>une voie de circulation en herbe utilisable par temps sec uniquement</i>		
- <i>une aire de stationnement avions et ULM</i>		
- <i>une aire de stationnement planeurs</i>		
- <i>une aire de stationnement ULM</i>		
- <i>une aire de parking véhicules</i>		
- <i>Une station d'avitaillement en carburants AVGAS 100 LL, UL 91</i>		
- <i>une citerne d'eau</i>		
3° Bâtiments		
- <i>1 accueil, 1 club-house, deux hangars mis à la disposition de l'aéro-club du Comtat Venaissin (ACDCV)</i>	1-3-4-6	<i>Ces bâtiments appartenant à la COVE sont mis à disposition par convention du 27-06-2011</i>
- <i>1 bâtiment à usage de bureau utilisé par la COVE</i>	2	
- <i>3 hangars mis à la disposition de l'Association des constructeurs amateurs du Vaucluse (ADCAV)</i>	5-8-9	
- <i>1 restaurant-bar accueil</i>	8-9	
- <i>1 hangar mis à la disposition des ULM de Carpentras</i>	7	
- <i>1 club-house, construit en 1990, plusieurs bureaux (secrétariat, salle de briefing), 1 atelier agréé construit en 1994 et un hangar (35m X 20m) mis à la disposition de l'Association vélivole de Carpentras</i>	10 11 12	
4° Matériel		
- <i>Deux manches à vent</i>		
- <i>un balisage diurne</i>		
5° Mobilier : <i>meublement de bureau du bureau destiné à la COVE</i>		

Date de mise à jour : 02 – 02- 2015

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE V

BIENS APPARTENANT À L'ÉTAT

Les biens figurant dans cette annexe sont des terrains, ouvrages, bâtiments, installations, matériels et objets mobiliers appartenant à l'État dont il conserve la propriété et la gestion.

NEANT

Date de mise à jour : .02 – 02 - 2015

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE VI

BIENS APPARTENANT À D'AUTRES PROPRIÉTAIRES

1° Terrains
<i>NEANT</i>
2° Ouvrages et Installations
<i>NEANT</i>

3° Bâtiments	<i>NEANT</i>
4° Matériel	<i>Matériel aéronautique appartenant aux associations basées (aéronefs, matériel de pédagogie)</i>
5° Mobilier	<i>Mobilier de bureau appartenant aux associations basées</i>

A compléter par la communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin

Date de mise à jour : 02 – 02 – 2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE VII

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS MIS A LA DISPOSITION DES SERVICES DE L'ETAT

Acquitté en PREFECTURE le 14/10/2015

- PAF
- GTA
- Douanes
- Services sanitaires
- Aviation civile
- Sécurité civile
- Météo-France

[pour la PAF, la GTA et les douanes, prévoir notamment, sur les plates-formes qui le justifient, les équipements permettant à ces services d'être tenus informés des horaires et destinations des vols.]

NEANT

Date de mise à jour : 02 – 02 - 2015

AERODROME DE CARPENTRAS

ANNEXE VIII

**CONTRATS ET ENGAGEMENTS CONCLUS ANTERIEUREMENT A L'ENTREE EN
VIGUEUR DE LA CONVENTION**

NEANT